

Introduction méthodologique d'une évaluation sociale des projets d'interventions en bidonville au Maroc

Exemple

Cet exemple est extrait de l'ouvrage de Françoise Navez-Bouchanine : Les interventions en bidonville au Maroc – une évaluation sociale, 2002, pp. 62-64.

Contexte de l'exemple

Cet exemple présente l'introduction du bilan empirique de l'évaluation de différents types d'interventions en bidonville dans trois grandes villes du Maroc.

En vue de mieux comprendre quels sont les éléments dont l'analyse socio-anthropologique doit se saisir, cet exemple introduit les termes de références de l'évaluation et la démarche méthodologique du travail d'investigation.

► Aller à :

- **Exemple 6** : Positionnement des ménages à l'égard des interventions dans un bidonville marocain.

INTRODUCTION DU BILAN EMPIRIQUE

Le bilan empirique a été dès l'origine programmé comme une suite logique au bilan critique présenté en première partie. Il se distingue du précédent sur deux points essentiels : il est d'une part plus strictement consacré aux effets sociaux des projets et des politiques urbaines ; il est d'autre part produit à partir d'une étude empirique originale menée auprès des habitants de bidonville ou d'opérations de résorption ou d'amélioration qui leur sont destinées. La priorité a été accordée à la parole des habitants, dans sa plus libre expression. Pour bien comprendre ce rapport et en faire une interprétation correcte, il est capital que le lecteur saisisse bien cette priorité absolue des termes de référence de l'étude.

Le travail d'investigation a porté sur trois grandes agglomérations qui avaient déjà servi de cas d'étude au bilan critique (Casablanca, Tanger, Rabat-Salé) et sur dix sites différents. Il poursuivait trois objectifs principaux :

- Décrire et analyser les effets sociaux des différents types d'interventions déployées dans ces sites. Trois échelles différentes du social sont explorées : le niveau macro, qui concerne le quartier ou le secteur urbain concerné, le niveau meso, qui explore le voisinage, la rue, l'échelle de proximité, et le niveau micro, qui observe les effets sociaux au niveau du ménage ou des individus. Le choix des sites a été fait de telle façon qu'ils couvrent une palette assez large de ce qui a été pratiqué au Maroc : restructuration, recasement sur lots nus, équipés oui non, recasement sur logement embryonnaire, relogement en immeubles collectifs.
- Comprendre pourquoi les habitants résidant dans les formations bidonvilloises intégrées aux quartiers centraux des trois grandes villes considérées n'ont pas bénéficié des interventions passées ou n'ont pas adhéré aux solutions alternatives qui leur étaient proposées.

Pour ce faire, l'étude s'est intéressée aux caractéristiques des habitants résidant dans ces bidonvilles, aux opportunités d'amélioration qui se sont présentées à eux et aux facteurs qui ont facilité, ou retardé, les améliorations et/ou les transferts vers les sites de recasement et de relogement. Les résultats obtenus ont été confrontés avec les éléments recueillis au cours du bilan critique pour dégager d'éventuelles spécificités et régularités liées aux différents types d'intervention.

- Identifier les attitudes et attentes des habitants en matière de solution à venir, de manière à dégager des éléments de faisabilité sociale de projets déjà entrepris ainsi qu'à esquisser des recommandations pour de nouveaux modes d'intervention à programmer. Ceci est obtenu en mettant en évidence les critères d'évaluation sociale des projets par les bénéficiaires eux-mêmes, lesquels sont ensuite confrontés avec des critères objectifs de changement et avec les appréciations portées sur ces opérations par les acteurs publics. Par ailleurs, divers modes d'intervention, actuels ou potentiels, sont soumis à une évaluation comparative tant par les populations encore en bidonville que par les habitants déjà bénéficiaires.

L'étude s'est appuyée sur des enquêtes directes et indirectes auprès des populations selon trois voies d'approche complémentaires :

- Enquête évaluative ex post sur les effets sociaux déjà effectifs dans les opérations réalisées
- Enquête et observation sur les effets sociaux parmi les populations -résiduelles ou autres- qui continuent à habiter dans des reliquats d'opération

- Enquête et observation des modes de vie, des itinéraires, attentes et intentions des populations résidant encore dans des bidonvilles, ou parties de bidonvilles, où aucune intervention n'a été menée.

Pour ces trois approches, les mêmes techniques d'investigation ont été appliquées : questionnaires administrés, entretiens approfondis individuels et collectifs, entretiens informels, observations directes intérieures et extérieures aux habitations.

Elle s'est également appuyée sur des entretiens approfondis ou informels auprès de personnes-ressource ayant statut de témoin privilégié tant par rapport aux sites d'origine que par rapport aux sites d'accueil dans le but de croiser, compléter, renforcer ou relativiser les enquêtes et observations précédentes. Ces témoins privilégiés sont très variés, ils englobent les acteurs publics chargés de la réalisation, du suivi ou de la gestion, et des acteurs privés allant des entreprises locales aux associations en passant par les gardiens d'immeuble ou les ramasseurs d'ordures.

L'élaboration des grilles de questionnaire et d'entretien s'est faite en tenant largement compte des travaux d'évaluation préexistants dans le pays ainsi que d'une importante littérature évaluative internationale dont les plus utilisées sont reprises dans la bibliographie.

Le choix des sites a été dicté par les objectifs. A côté des sites ayant fait l'objet d'interventions menées à terme¹, une grande importance a ainsi été accordée à des sites non résorbés, à des reliquats et à des opérations avortées. En suivant l'hypothèse d'effets différents selon le type d'intervention, une représentativité typologique raisonnée a été appliquée. Ce choix a été réalisé en associant dans cette décision un panel composé de cadres de l'ANHI, des délégations concernées et de l'équipe d'étude et a fait l'objet d'une validation par le Secrétariat d'Etat.

L'enquête s'est déroulée d' Avril à Août 2000, l'analyse du matériau (912 questionnaires, 212 entretiens individuels approfondis, 15 entretiens collectifs, 45 entretiens informels et 68 entretiens avec des personnes-ressource) de Septembre 2000 à Février 2001. Le rapport final a été remis à l'ANHI en Avril 2001.

La présentation synthétique des résultats sera faite ici en respectant l'ordre de ce rapport détaillé, les différents "chapitres" reflétant les différents types explorés, à savoir :

- Le recasement, ou déplacement des bidonvillois vers des parcelles de lotissement.
- Le relogement, ou déplacement des bidonvillois dans des logements.
- La restructuration, ou réhabilitation sur place des quartiers concernés.
- Les "reliquats", ou restes de bidonvilles après intervention partielle sur des sites ou regroupement de ces "restes".
- Et enfin, les bidonvilles qui n'ont pas encore fait l'objet d'interventions.

¹ Boukhachkhach et Haouma Nçara à Tanger, Douar Doum et Jbel Raïssi à Rabat, Cité Attacharouk: Casablanca, pour les premiers, Douar Jedid et Tabriquet à Salé, Bachkou et Douar Skuila à Casablanca. Quelques compléments d'enquête ont été menés à titre comparatif à Salé (Ard Ben Acher, cas de zone à aménagement progressif) et à Tanger (Souani Laaddaoui, micro-bidonville inséré dans des tissus construits).